

# RÉFLEXIONS À PROPOS DES EFFETS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE SUR LES ENTITÉS ÉTATIQUES ET LES POPULATIONS

LOUIS SABOURIN

Dans son message de Pâques *Urbi et Orbi* du 4 avril 2010, Benoît XVI déclarait que:

Pour sortir d'une crise qui est profonde, l'humanité a besoin non seulement d'ajustements superficiels mais d'une conviction spirituelle et morale. La crise morale que vit notre planète réclame des changements profonds à commencer par celui de la conscience.

Benoît XVI fit ensuite mention des conflits et des catastrophes au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes se référant aux séismes en Haïti et au Chili et démontrant ainsi qu'on devrait porter attention aux problèmes qui touchent toutes les régions de l'humanité. Le Saint-Père nous invite à mieux transcender chacun de nos pays, chacune de nos disciplines pour mieux appréhender le sens et les effets de la crise économique actuelle. Je serais porter à dire qu'il nous encourage à allier *science* (connaissance du monde tel qu'il est) et *conscience* (ouverture, respect de l'autre, compassion et solidarité). Il s'agit d'une interpellation d'une portée vraiment planétaire et interdisciplinaire face à trop d'analystes qui se cramponnent sur un aspect de la crise, financière notamment, ou qui se limitent à en analyser les effets seulement dans leur pays ou dans leur région.

Teilhard de Chardin ne déplorait-il pas que 'ce qui est trop souvent déterminant dans la perception du monde' ce n'est pas 'où' l'on regarde, mais bien 'd'où' l'on regarde. La vision du monde, des États et des populations, n'est pas nécessairement la même lorsqu'on l'examine de Paris, de Washington ou de Londres que lorsqu'on l'envisage de Cotonou, de Delhi ou de Port-au-Prince. Ainsi, les perceptions de la crise économique mondiale sont multiples, d'aucuns allant jusqu'à souligner qu'il s'agit certes d'une

crise internationale mais qui échapperait à un nombre important d'États et à des populations dont la situation de survie est si précaire qu'elle ne saurait être concernée par une crise 'd'origine externe'.

Et pourtant, il y a bien crise. Si l'on se réfère à son étymologie latine 'crisis', il s'agirait d'une manifestation grave d'une maladie alors qu'en grec 'krisis' signifie 'une décision', 'un jugement'. Faut-il par conséquent porter un jugement sur une maladie grave? Je crains, et sans jeu de mots, que c'est ce que nous sommes conviés à faire ici.

En fait, le terme 'crise' prend différent sens depuis la crise de conscience à la crise nucléaire et à la crise de croissance; le mot peut être aussi associé à une période difficile de la vie de quelqu'un, à une grave pénurie de quelque chose, à une manifestation violente d'un état morbide survenant en pleine santé apparente, à une rupture d'équilibre entre la production et la consommation. Les crises sont omniprésentes dans nos vies et dans nos esprits: crise familiale, sociétale, géostratégique, démographique, politique, religieuse, économique, financière; notre époque serait en crise. La crise serait en osmose avec notre époque. La terre elle-même, avec tous les séismes récents et les problèmes environnementaux, serait en crise. L'État, on le clame à peu près partout, serait aussi en crise. Bref, la crise serait dans tous ses états... et deviendrait pour d'aucuns un 'état d'esprit'.

Et pourtant, l'Histoire des derniers millénaires n'a pas été un long fleuve tranquille et n'a pas été dépourvue de crises fort sérieuses. Mais qu'est-ce qui caractérise vraiment la présente crise? Je ferai deux observations liminaires avant d'axer mon propos autour des effets de la crise sur les collectivités étatiques et sur les populations.

Première considération: nous assistons présentement à la première vraie crise de la mondialisation ou plus précisément à la première crise de la globalisation. Aucune zone du monde, où le nombre d'acteurs s'est considérablement accru depuis 1945, où les communications, les transports et les marchés sont de plus en plus unifiés, n'a échappé à une forme ou une autre de chocs. Pour reprendre les mots de Lafontaine 'ils ne mourraient pas tous, mais tous étaient frappés...'. Sommes-nous alors en présence, d'une crise *conjoncturelle* ou *structurelle*? Une crise conjoncturelle causée par un dérèglement ou un dysfonctionnement spécifique ou occasionnel, notamment des errements des fonds spéculatifs (*hedge funds*) non réglementés, la construction de montages financiers si complexes que leurs effets auraient échappé à leurs auteurs eux-mêmes, le recours à la spéculation effrénée et aux produits dérivés 'toxiques' comme les *subprimes*, sans oublier le manque de vigilance des banques centrales, des autorités gouvernementales et même

du FMI; d'autre part, s'agirait-il d'un problème *structurel*, une crise du système économique lui-même qui rejoindrait maintenant presque tous les États du monde, y compris la Chine, à l'exception de quelques pays dont la Corée du Nord et Cuba qui vivent d'autres formes de crise.

En fait, depuis environ trente ans, on a laissé se creuser un écart entre la sphère financière et l'économie réelle. La première est aujourd'hui environ cinquante fois supérieure à la seconde. En a découlé une crise de l'endettement qui, après avoir ébranlé le Mexique en 1994, le Japon en 1995, quelques pays asiatiques en 1997 et 1998, la Russie en 1998, le Brésil en 1999 et l'Argentine en 2001, se fait sentir maintenant dans le cœur même de *Wall Street* et de la *City* et d'autres places financières de l'Europe occidentale. Ce qui se passe maintenant en Grèce est une manifestation d'une crise financière qui pourrait se répandre ailleurs en Europe. La crise financière devient à maints endroits une crise économique et de là une crise sociale dont l'augmentation du chômage et les pressions sur la valeur de l'euro sont des signes révélateurs. Les actions du G-20, de l'Union européenne, du FMI et des autorités gouvernementales réussiront-elles à colmater les brèches? Si, d'un côté, j'aimerais en être convaincu, d'un autre côté, je suis persuadé que la crise actuelle a non seulement des dimensions *conjoncturelles* mais aussi *structurelles*, ce qui en fait une problématique fort sérieuse.

La deuxième considération est que nous assistons à une croissance des interdépendances et des crises simultanées c'est-à-dire une crise financière, des déséquilibres macroéconomiques, une crise de l'écologie et de l'environnement et une crise du travail dans plusieurs pays occidentaux. On se rend compte que tous les secteurs sont de plus en plus liés aux autres et ont notamment des effets directs sur les marchés boursiers. Une telle interdépendance n'entraîne pas une réduction de la globalisation – qui ne cesse de croître dans les échanges de toutes sortes et les mentalités – mais démontre que nous avons besoin de nouvelles normes de réglementation, de régulation, de gouvernance internationale et même mondiale selon certains, ce sur quoi je reviendrai dans la conclusion.

## I. EFFETS SUR LES COLLECTIVITÉS ÉTATIQUES

J'aborderai maintenant, brièvement et succinctement, les effets de la crise sur les collectivités étatiques. J'ai choisi intentionnellement de limiter mes propos aux collectivités étatiques car le nombre d'entités et de sociétés (organisations interétatiques, firmes multinationales, associations non-

gouvernementales, mouvements, instances, groupes, etc.) qui ont des actions à caractère international sont tout simplement légions. Et même au chapitre des États eux-mêmes, il est impossible de décrire ici comment les 192 États que comptent aujourd'hui les Nations Unies sont affectés et se comportent en présence de la crise économique internationale. C'est pourquoi j'ai cru sage de placer en annexe les statistiques et les données les concernant. Je me permettrai de faire trois observations à leur sujet.

D'abord, si les États sont égaux en droit international, ils sont loin d'être égaux en économie internationale. Comme le soulignait George Orwell dans *Animal Farm*: *'all are equal but some are more equal than others...'*. Si chaque État a un vote à l'Assemblée générale de l'ONU, cinq d'entre eux ont un veto au Conseil de sécurité. De plus, au FMI et à la Banque mondiale, le 'vote pondéré' est fondé sur la puissance économique des États. Si le groupe du G-7 (devenu le G-8 avec l'admission de la Russie) a tenu les rennes économiques depuis le milieu des années 70, nous assistons depuis quelques années, notamment avec la montée des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), à un bouleversement de l'échiquier économique mondial. Ainsi, le G-8 a favorisé l'établissement du G-20 où les pays émergents ont un rôle plus important à jouer dans la prise de décision, notamment en matière économique et financière. Il reste à voir comment le G-20, en particulier les États-Unis et la Chine, se comportera lors de la prochaine conférence qui aura lieu en juin dans la région de Toronto au Canada. Il ne faut pas s'attendre à des changements fracassants en ce qui a trait à ce que j'appellerai l'architecture des manières de faire et de penser l'échelon économique mondial. Certes, le 'consensus de Washington' ne fait plus 'tendance' mais il reste à voir comment ses dix commandements – ainsi dénommés par John Williamson – en matière de stabilisation et de structuration vont être affectés. Ces commandements sont les suivants:

1. La discipline budgétaire
2. La réorientation des dépenses publiques
3. La réforme fiscale
4. La libéralisation financière
5. L'adoption d'un taux de change unique et compétitif
6. La libéralisation des échanges
7. L'élimination des barrières à l'investissement direct étranger
8. La privatisation des entreprises publiques
9. La réforme de la réglementation des marchés pour assurer l'élimination des principales barrières à l'entrée et à la sortie
10. La garantie des droits de propriété

La crise a fondamentalement affecté ce ‘consensus de Washington’ mais on ne peut prévoir comment les pays émergents trouveront des voies différentes dans les manières d’agir sur le plan international. D’ailleurs les piétinements à l’OMC, la frilosité des réformes en cours au FMI et à la Banque mondiale ainsi que l’échec ou le demi-succès de la Conférence de Copenhague sont le reflet du fait que la sortie de crise et la mise en place d’une nouvelle architecture ne sont pas pour demain. Néanmoins, la très grande majorité des États souhaitent, en dépit de la persistance de très grandes inégalités à l’intérieur de leurs propres frontières, que la reprise, certes fragile à maints endroits, s’accélère. Les dernières prévisions du FMI en reconfortent plusieurs. Le tableau suivant en fournit une démonstration:

#### LES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES DU FMI

Croissance du PIB		
	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Monde	+4,2%	+4,3%
Pays développés	+2,3%	+2,4%
États-Unis	+3,1%	+2,6%
Japon	+1,9%	+2,0%
Zone euro	+1,0%	+1,5%
Allemagne	+1,2%	+1,7%
France	+1,5%	+1,8%
Grande-Bretagne	+1,3%	+2,5%
Canada	+3,1%	+3,2%
Économies émergentes	+6,3%	+6,5%
Chine	+10,0%	+9,9%
Inde	+8,8%	+8,4%
Amérique latine	+4,0%	+4,0%
Brésil	+5,5%	+4,1%

Source: AFP.

Les prévisions du FMI contenues dans les récentes 'Perspectives de l'économie mondiale' (avril 2010) soulignent que les pays sont très inégaux devant la croissance et que les mesures d'urgence doivent être entamées en particulier pour combattre la dette publique. Après la récession de 2009, le risque a changé. La perte de recettes fiscales due à la baisse de l'activité à cause de la crise menace de mener, si rien n'est fait, à une explosion de la dette. Selon le FMI, la consolidation budgétaire est de plus en plus devenue la priorité. Les efforts budgétaires devraient expliquer des choix d'autant plus douloureux que le taux de chômage devrait rester élevé en 2010 et 2011, particulièrement dans la zone euro où il se maintiendra aux alentours de 10,5%. On le voit, tous ne sont pas égaux non plus devant la reprise. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que pour un très grand nombre d'États, à commencer par tous ceux où prévalent des conflits (plus d'une vingtaine selon le Rapport 2010 de l'International Institute of Strategic Studies de Londres) et par les pays les plus pauvres, notamment en Afrique et en Haïti, la crise économique ne fait qu'aggraver une situation déjà accablante pour une majorité des populations locales.

## II. LES EFFETS SUR LA POPULATION

Vouloir aborder les effets de la crise économique sur les populations représente certes un objectif louable en soi sur le plan théorique ou doctrinal mais presque impossible à mettre en oeuvre sur le plan pratique en se fondant sur des données applicables à chacun des États de la planète. On pourra sans doute le faire dans quelques années. Encore ici, nous faisons face à d'énormes inégalités aussi bien au Brésil qu'aux États-Unis qui sont les champions en la matière. La même chose est maintenant vraie en Chine, en Inde, en Russie ainsi que dans les États du Golfe persique. De nouvelles formes d'inégalités apparaissent dans presque tous les pays industrialisés où le chômage des jeunes et des moins jeunes et l'appauvrissement de personnes âgées sont étroitement liés à la crise économique.

Mais au-delà de la présente crise, il importe de saisir d'emblée des données démographiques mondiales qui ont affecté l'évolution des relations internationales au cours du siècle dernier et qui, à mon avis, deviendront de plus en plus déterminantes à l'avenir, compte tenu du vieillissement des populations dans les pays riches et de l'explosion démographique dans les pays moins favorisés, de la mobilité croissante des populations, de la désintégration des cultures traditionnelles, de la menace d'épuisement des ressources énergétiques et probablement des changements climatiques.

## PROGRESSION DE LA POPULATION MONDIALE

1800	1 milliard	-
1930	2 milliards	130 ans
1960	3 milliards	30 ans
1975	4 milliards	15 ans
1987	5 milliards	12 ans
1996	6 milliards	11 ans
2010	7 milliards	14 ans
2020	8 milliards?	10 ans?
2030	9 milliards?	10 ans?
2040	10 milliards?	10 ans?
2050	11 milliards?	10 ans?

Ce tableau est impressionnant en lui-même mais évidemment approximatif en ce qui a trait au long terme. De plus, il ne dit rien quant à la répartition de cette population, ce que l'on pourra voir dans le document placé en annexe. Un premier fait saute aux yeux: l'Asie concentre la plus importante part de la population. Six pays sur 192, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh, le Vietnam et le Pakistan (on pourrait ajouter le Japon) représentent à eux seuls près de la moitié de la population mondiale. Un second point: l'Afrique au Sud du Sahara qui ne comptait que 250 millions de personnes, il y a moins de cinquante ans, en aura bientôt un milliard.

Voilà deux réalités démographiques, parmi bien d'autres, qui risquent d'avoir des conséquences énormes non seulement sur les plans stratégiques et économiques mais aussi sur les plans éthique et moral, ainsi que sur nos perceptions des perspectives du 'développement' et du 'mal-développement', notions qui, à mes yeux, devraient être complètement repensées.

## CONCLUSION

J'en viens à ma conclusion qui soulèvera brièvement deux points fondamentaux. Dans la conclusion de son récent ouvrage *Freefall: America, Free*

*Markets, and the Sinking of the World Economy*, notre collègue Joseph Stiglitz souligne que la crise économique, en particulier aux États-Unis, *is more than just a matter of plumbing: the failures in our economic financial system are emblematic of broader failures in our economic system and the failures of our economic system reflect deeper problems in our society.*

Il termine son ouvrage en écrivant:

*The poor countries simply can't back up their enterprises as the rich do, and this alters the risks that they can undertake. They have seen risks of globalization badly managed. But the hoped-for reforms in how globalization is managed still seem distant horizon.*

En effet, en présence, d'une part, d'une *mondialisation économique en croissance*, nous faisons face, d'autre part, à un *déficit en matière de mondialisation politique*. Certes les motifs de pessimisme sont nombreux. Saura-t-on, au G-20, maîtriser les interdépendances que j'ai évoquées plus tôt? Pourra-t-on établir des normes contraignantes acceptées par tous? C'est sans doute plus qu'un vœu; il s'agit bien d'une nécessité; cependant, les intérêts nationaux demeurent très vivaces et constituent des freins à une mise en œuvre rapide et coordonnée d'une nouvelle architecture financière, économique et politique à l'échelon mondial. Bien que je ne partage pas du tout les visions catastrophistes de nombreux analystes, j'aimerais toutefois être plus optimiste.

Plusieurs décennies d'étude et de pratique de la vie internationale m'incitent à penser que la fuite en avant perpétuelle, propulsée par un modèle de développement défini par la Banque mondiale dans l'immédiat après-guerre et fondé sur le revenu *per capita*, modèle que les pays en développement ont presque tous adoptés, ne peut ni à courte, ni à longue échéance apporter des solutions vraiment satisfaisantes à la quête d'un mieux-être plus généralisé, notamment dans les pays les plus défavorisés.

Entre la recherche d'un *Bonheur national brut* que seul le Bhoutan a réussi à proposer de manière bien singulière et un *niveau de vie* principalement axé sur le *revenu per capita*, il existe sûrement des voies alternatives pour définir un *genre de vie* et un *mieux-être* où l'équité, la compassion et la solidarité trouveraient aussi leur place. Plusieurs institutions, à commencer par l'OCDE, divers gouvernements ainsi que d'autres entités et observateurs tentent depuis quelques années de définir les composantes et les critères d'un tel mieux-être. L'Académie pourrait sans doute participer à cette quête puisque celle-ci s'inscrit pleinement dans la poursuite de ses objectifs.

## BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Aglietta, Michel et Pierre Luc Séguillon (2008). *La crise: comment en est-on arrivé là? Comment s'en sortir?* Michalon, Paris, 125 p.
- Artus, Patrick, Jean-Paul Betbèze, Christian De Boissieu et Gunther Capelle-Blancard (2008). *La crise des subprimes*. La Documentation française, Paris, 284 p.
- Artus, Patrick (sous la direction de) (2008). *La Crise financière. Causes, effets et réformes nécessaires*. Descartes et Cie / PUF, 140 p.
- Attali, Jacques (2009). *Survivre aux crises*. Fayard, Paris, 294 p.
- Babeau, André (2010). "Mesurer le bien-être: retour sur le rapport Siglitz". *Problèmes économiques*. No 2989, 17 février, pp. 37-42.
- Banque de France (2010). *De la crise financière à la crise économique*. Paris, 147 p. [http://www.banque-france.fr/fr/publications/doc\\_debat/numero3.htm](http://www.banque-france.fr/fr/publications/doc_debat/numero3.htm)
- Bellamy Foster, John and Fred Magdoff (2009). "The great financial crisis: causes and consequences". *Monthly Review Press*, New York. 160 p.
- Caballero, R.J and Arvind Krishnamurthy (2009). "Global Imbalances and Financial Fragility". *American Economic Review*, American Economic Association, vol. 99(2), pp. 584-88, May.
- Calomiris, Charles W. (2008). *The Subprime Turmoil: What's Old, What's New, and What's Next*. <http://www.kansascityfed.org/publicat/sympos/2008/Calomiris.10.02.08.pdf>
- Castel M. et D. Plihon (2008). "Rudes leçons de la crise financière", *Le Monde*, 31 janvier.
- Diamond, Douglas and Rajan Raghuram (May 2008). "The Credit Crisis: Conjectures about Causes and Remedies". *American Economic Review*. American Economic Association, vol. 99 (2), pp. 606-10.
- Dockès, Pierre et Jean-Hervé Lorenzi (2009). *Fin de monde ou sortie de crise?* Perrin, Paris, 333 p.
- Dufrénot, Gilles et Alain Sand-Zantman (2010). *Après la crise?: les politiques économiques dans le monde*. Économica, Paris, 200 p.
- Gilles, Philippe (2009). *Histoire des crises et des cycles économiques: des crises industrielles du 19e siècle aux crises financières actuelles*. Armand Colin, Paris, 333 p.
- Kamin, Steven B. (June 1999). *The Current International Financial Crisis: How Much Is New?* Board of Governors of the Federal Reserve System International Finance, Working Paper, No. 636. <http://papers.ssrn.com/sol3/Delivery.cfm/99072101.pdf?abstractid=171714&mirid=1>

- Krishnamurthy, Arvind (2008). *The Financial Meltdown; Data and Diagnosis*. Working paper. Northwestern University. <http://www.kellogg.northwestern.edu/faculty/krisharvind/papers/diagnosis.pdf>
- Krugman, Paul R. (2009). *Pourquoi les crises reviennent toujours*. Éditions du Seuil, Paris, 200 p.
- Krugman, Paul (2008). *The Return of Depression Economics and the Crisis of 2008*. W.W. Norton, New York, 224 p.
- London, Frédéric (2008). *Jusqu'à quand? Pour en finir avec les crises financières*. Raisons d'agir, Paris. 220 p.
- Monnier, François et Guy Thuillier (2009). *Crise, niveau de vie, conflits*. Économica, Paris, 140 p.
- Reinhart, Carmen M. and Kenneth Rogoff (May 2008). "Is the 2007 US Sub-prime Financial Crisis So Different? An International Historical Comparison". *American Economic Review*, American Economic Association, vol. 98(2), pp. 339-44.
- Rifkin, Jeremy (2009). *The Empathic Civilization: The Race to Global Consciousness in a World in Crisis*, Penguin, New York, 688 p.
- Rosier, Bernard (2003). *Les Théories des crises économiques*. La Découverte, Paris, 128 p.
- Stiglitz, Joseph E. (2010). *Freefall: America, Free Markets, and the Sinking of the World Economy*. W.W Norton, New York, 361 p.
- Summers, Lawrence H. (2000). "International Financial Crises: Causes, Prevention, and Cures". *American Economic Review*, 90(2), pp. 1-16.
- Swagel, Phillip (2009). "The Financial Crisis: An Inside View" *Brookings Papers on Economic Activity*, No. Spring 2009. pp. 1-63.

ANNEXES

# Population 2008

Classement des populations de la plus importante à la plus faible, des 232 pays du monde, en habitants. Estimations dérivées.

Rank/Pays	Population	Rank/Pays	Population	Rank/Pays	Population	Rank/Pays	Population
1 Chine	1 328 620 000	88 Angola	17 318 000	177 Brésil nord-est	5 157 000	176 Bahamas	328 000
2 Inde	1 139 065 000	89 Chili	16 737 000	178 Émirats	5 108 000	177 Israël	318 500
3 États-Unis	304 572 900	90 Pays-Bas	16 616 000	179 Indonésie	4 473 000	178 Belgique	310 500
4 Indonésie	270 715 000	91 Kazakhstan	15 665 000	180 Corée	4 441 000	179 Mexique	310 400
5 Brésil	193 095 000	92 Arabie Saoudite	15 161 000	181 Corée du Sud	4 421 000	180 Émirats	295 000
6 Pakistan	165 999 000	93 Costa Rica	14 699 000	182 Espagne	4 361 000	181 République tchèque	289 000
7 Bangladesh	161 174 000	94 Niger	14 661 000	183 Nouvelle-Zélande	4 172 000	182 Nouvelle-Calédonie	245 400
8 Nigeria	141 283 000	95 Malaisie	13 714 000	184 Liban	4 137 000	183 Vietnam	231 300
9 Iran	141 791 000	96 Guatemala	13 671 000	185 Panama	4 062 000	184 Guyane française	211 500
10 Japon	127 786 000	97 Zimbabwe	13 575 000	186 Porto Rico	3 955 000	185 Antilles néerlandaises	187 200
11 Mexique	106 345 000	98 Émirats	13 499 000	187 Libéria	3 951 000	186 Nigeria	186 500
12 Philippines	95 160 000	99 Venezuela	12 751 000	188 Corée	3 855 200	187 Samoa américaines	182 200
13 Vietnam	86 179 000	100 Mali	12 705 000	189 Maldives	2 773 200	188 Oman	175 400
14 Allemagne	82 160 000	101 Jamaïque	12 116 000	190 République tchèque	2 767 500	189 Australie	187 000
15 France	66 956 000	102 Cuba	11 203 000	191 Panama	2 591 500	190 Îles Turcs et Caïques	160 000
16 Canada	34 666 000	103 Ouzbékistan	11 338 000	192 Albanie	3 352 300	191 Anglo-Normandes (Gu.)	149 500
17 Turquie	74 004 000	104 Tchad	11 062 000	193 Uruguay	3 223 300	192 Saint-Vincent	120 900
18 Iran	71 955 000	105 Belgique	10 704 000	194 Montserrat	2 199 300	193 République	111 200
19 Thaïlande	64 212 000	106 Portugal	10 624 000	195 Albanie	2 191 200	194 Paysas américaines	100 000
20 Congo (ex-Franç.)	61 180 000	107 Tadjikistan (Rép.)	10 339 000	196 Argentine	2 099 500	195 Israël	180 300
21 France	61 472 000	108 Tunisie	10 213 000	197 Kenya	2 721 200	196 Espagne	180 700
22 Royaume-Uni	61 399 000	109 Hongrie	10 080 000	198 Jamaïque	2 697 300	198 Togo	180 400
23 Italie	60 910 000	110 Rwanda	10 011 000	199 Oman	2 651 300	199 Arabie	160 000
24 Myanmar (ex-Birmanie)	59 100 000	111 République dém. Congo	9 673 000	200 Malaisie	2 632 000	200 Kiribati	96 000
25 Côte d'Ivoire	49 725 000	112 Haïti	9 779 000	201 Lettonie	2 624 000	201 République centrafricaine	85 500
26 République du Sud	49 212 000	113 Ouzbékistan	9 675 000	202 Roumanie	2 137 000	202 République centrafricaine	85 500
27 Liban	38 133 000	114 Bolivie	9 546 000	203 République	2 114 000	203 Argentine	85 300
28 Espagne	45 451 000	115 République	9 381 000	204 République	2 038 300	204 République	84 500
29 Colombie	44 530 000	116 Émirats	9 295 000	205 Émirats	2 029 000	205 République	78 300
30 Tadjikistan	81 918 000	30 Saoudite	9 216 000	206 Émirats	2 017 900	206 République	71 300
31 Argentine	39 678 000	39 République	8 990 000	207 République	1 996 000	207 République	66 150
32 Espagne	49 113 000	40 République	8 853 000	208 République	1 718 000	208 République	64 200
33 République	48 521 000	41 République	8 619 000	209 République	1 718 000	209 République	64 600
34 République	48 100 000	42 République	8 261 000	210 République	1 588 000	210 République	58 600
35 République	34 015 000	43 République	7 811 000	211 République	1 553 000	211 République	54 200
36 République	32 305 000	44 République	7 817 000	212 République	1 530 000	212 République	47 200
37 République	32 254 000	45 République	7 752 000	213 République	1 500 000	213 République	46 000
38 République	31 321 000	46 République	7 708 000	214 République	1 456 000	214 République	37 000
39 République	29 227 000	47 République	7 240 000	215 République	1 394 000	215 République	36 000
40 République	28 962 000	48 République	6 998 000	216 République	1 381 000	216 République	35 200
41 République	38 576 000	100 République	6 943 000	217 République	1 311 000	217 République	32 000
42 République	38 216 000	101 République	6 753 000	218 République	1 265 000	218 République	29 300
43 République	37 429 000	102 République	6 748 000	219 République	1 265 000	219 République	28 300
44 République	37 212 000	103 République	6 748 000	220 République	1 265 000	220 République	28 300
45 République	36 488 000	104 République	6 729 000	221 République	1 265 000	221 République	28 300
46 République	34 441 000	105 République	6 729 000	222 République	1 265 000	222 République	28 300
47 République	33 949 000	106 République	6 729 000	223 République	1 265 000	223 République	28 300
48 République	33 919 000	107 République	6 729 000	224 République	1 265 000	224 République	28 300
49 République	33 366 000	108 République	6 729 000	225 République	1 265 000	225 République	28 300
50 République	33 344 000	109 République	6 729 000	226 République	1 265 000	226 République	28 300
51 République	33 172 000	110 République	6 729 000	227 République	1 265 000	227 République	28 300
52 République	33 105 000	111 République	6 729 000	228 République	1 265 000	228 République	28 300
53 République	33 149 000	112 République	6 729 000	229 République	1 265 000	229 République	28 300
54 République	33 108 000	113 République	6 729 000	230 République	1 265 000	230 République	28 300
55 République	33 114 000	114 République	6 729 000	231 République	1 265 000	231 République	28 300
56 République	33 114 000	115 République	6 729 000	232 République	1 265 000	232 République	28 300
57 République	33 114 000	116 République	6 729 000	233 République	1 265 000	233 République	28 300
58 République	33 114 000	117 République	6 729 000	234 République	1 265 000	234 République	28 300
59 République	33 114 000	118 République	6 729 000	235 République	1 265 000	235 République	28 300
60 République	33 114 000	119 République	6 729 000	236 République	1 265 000	236 République	28 300
61 République	33 114 000	120 République	6 729 000	237 République	1 265 000	237 République	28 300
62 République	33 114 000	121 République	6 729 000	238 République	1 265 000	238 République	28 300
63 République	33 114 000	122 République	6 729 000	239 République	1 265 000	239 République	28 300
64 République	33 114 000	123 République	6 729 000	240 République	1 265 000	240 République	28 300
65 République	33 114 000	124 République	6 729 000	241 République	1 265 000	241 République	28 300
66 République	33 114 000	125 République	6 729 000	242 République	1 265 000	242 République	28 300
67 République	33 114 000	126 République	6 729 000	243 République	1 265 000	243 République	28 300
68 République	33 114 000	127 République	6 729 000	244 République	1 265 000	244 République	28 300
69 République	33 114 000	128 République	6 729 000	245 République	1 265 000	245 République	28 300
70 République	33 114 000	129 République	6 729 000	246 République	1 265 000	246 République	28 300
71 République	33 114 000	130 République	6 729 000	247 République	1 265 000	247 République	28 300
72 République	33 114 000	131 République	6 729 000	248 République	1 265 000	248 République	28 300
73 République	33 114 000	132 République	6 729 000	249 République	1 265 000	249 République	28 300
74 République	33 114 000	133 République	6 729 000	250 République	1 265 000	250 République	28 300
75 République	33 114 000	134 République	6 729 000	251 République	1 265 000	251 République	28 300
76 République	33 114 000	135 République	6 729 000	252 République	1 265 000	252 République	28 300
77 République	33 114 000	136 République	6 729 000	253 République	1 265 000	253 République	28 300
78 République	33 114 000	137 République	6 729 000	254 République	1 265 000	254 République	28 300
79 République	33 114 000	138 République	6 729 000	255 République	1 265 000	255 République	28 300
80 République	33 114 000	139 République	6 729 000	256 République	1 265 000	256 République	28 300
81 République	33 114 000	140 République	6 729 000	257 République	1 265 000	257 République	28 300
82 République	33 114 000	141 République	6 729 000	258 République	1 265 000	258 République	28 300
83 République	33 114 000	142 République	6 729 000	259 République	1 265 000	259 République	28 300
84 République	33 114 000	143 République	6 729 000	260 République	1 265 000	260 République	28 300
85 République	33 114 000	144 République	6 729 000	261 République	1 265 000	261 République	28 300
86 République	33 114 000	145 République	6 729 000	262 République	1 265 000	262 République	28 300
87 République	33 114 000	146 République	6 729 000	263 République	1 265 000	263 République	28 300
88 République	33 114 000	147 République	6 729 000	264 République	1 265 000	264 République	28 300
89 République	33 114 000	148 République	6 729 000	265 République	1 265 000	265 République	28 300
90 République	33 114 000	149 République	6 729 000	266 République	1 265 000	266 République	28 300
91 République	33 114 000	150 République	6 729 000	267 République	1 265 000	267 République	28 300
92 République	33 114 000	151 République	6 729 000	268 République	1 265 000	268 République	28 300
93 République	33 114 000	152 République	6 729 000	269 République	1 265 000	269 République	28 300
94 République	33 114 000	153 République	6 729 000	270 République	1 265 000	270 République	28 300
95 République	33 114 000	154 République	6 729 000	271 République	1 265 000	271 République	28 300
96 République	33 114 000	155 République	6 729 000	272 République	1 265 000	272 République	28 300
97 République	33 114 000	156 République	6 729 000	273 République	1 265 000	273 République	28 300
98 République	33 114 000	157 République	6 729 000	274 République	1 265 000	274 République	28 300
99 République	33 114 000	158 République	6 729 000	275 République	1 265 000	275 République	28 300
100 République	33 114 000	159 République	6 729 000	276 République	1 265 000	276 République	28 300
101 République	33 114 000	160 République	6 729 000	277 République	1 265 000	277 République	28 300
102 République	33 114 000	161 République	6 729 000	278 République	1 265 000	278 République	28 300
103 République	33 114 000	162 République	6 729 000	279 République	1 265 000	279 République	28 300
104 République	33 114 000	163 République	6 729 000	280 République	1 265 000	280 République	28 300
105 République	33 114 000	164 République	6 729 000	281 République	1 265 000	281 République	28 300
106 République	33 114 000	165 République	6 729 000	282 République	1 265 000	282 République	28 300
107 République	33 114 000	166 République	6 729 000	283 République	1 265 000	283 République	28 300
108 République	33 114 000	167 République	6 729 000	284 République	1 265 000	284 République	28 300
109 République	33 114 000	168 République	6 729 000	285 République	1 265 000	285 République	28 300
110 République	33 114 000	169 République	6 729 000	286 République	1 265 000	286 République	28 300
111 République	33 114 000	170 République	6 729 000	287 République	1 265 000	287 République	28 300
112 République	33 114 000	171 République	6 729 000	288 République	1 265 000	288 République	28 300
113 République	33 114 000	172 République	6 729 000	289 République	1 265 000	289 République	28 300
114 République	33 114 000	173 République	6 729 000	290 République	1 265 000	290 République	28 300
115 République	33 114 000	174 République	6 729 000	291 République	1 265 000	291 République	28 300
116 République	33 114 000	175 République	6 729 000	292 République	1 265 000	292 République	28 300
117 République	33 114 000	176 République	6 729 000	293 République	1 265 000	293 République	28 300
118 République	33 114 000	177 République	6 729 000	294 République	1 265 000	294 République	28 300
119 République	33 114 000	178 République	6 729 000	295 République	1 265 000	295 République	28 300
120 République	33 114 000	179 République	6 729 000	296 République	1 265 000	296 République	28 300
121 République	33 114 000	180 République	6 729 000	297 République	1 265 000	297 République	28 300
122 République	33 114 000	181 République	6 729 000	298 République	1 265 000	298 République	28 300
123 République	33 114 000	182 République	6 729 000	299 République	1 265 000	299 République	28 300
124 République	33 114 000	183 République	6 729 000	300 République	1 265 000	300 République	28 300
125 République	33 114 000	184 République	6 729 000	301 République	1 265 000	301 République	28 300
126 République	33 114 000	185 République	6 729 000				

# PNB global 2007

Classement des PNB, du plus pauvre au plus riche, des 231 pays du monde, en milliards de dollars (PNB total du monde: 56608,10)

Pays/Pays	PNB global	Pays/Pays	PNB global	Pays/Pays	PNB global	Pays/Pays	PNB global
1 Pays-Bas	520,20	17 Thaïlande	1 026,07	32 Iran	332,00	67 Afrique du Sud	304,49
2 États-Unis	14 807,18	18 Chine de Sud	871,19	33 Iran	332,00	68 Israël	300,92
3 Japon	4 590,18	19 Vietnam	702,23	34 Émirats du Golfe	274,14	69 Philippines	292,69
4 Allemagne	3 390,65	20 Pays d'Europe	591,14	35 Indonésie	256,10	70 Singapour	285,28
5 France	2 329,24	21 Corée	461,04	36 Thaïlande	237,18	71 Malaisie	280,13
6 Royaume-Uni	2 021,58	22 Saoud	461,03	37 Australie	236,04	72 Chine	265,84
7 Italie	1 630,34	23 Belgique	413,27	38 Brésil	218,88	73 Pakistan	245,41
8 Inde	1 090,67	24 Espagne	413,08	39 Pérou	211,11	74 Mexique	238,00
9 Espagne	1 090,04	25 Portugal	396,27	40 Portugal	211,11	75 Égypte	231,00
10 Canada	1 018,18	26 Nouvelle-Zélande	362,00	41 Colombie	199,08	76 Turquie	221,00
11 Russie	1 271,17	27 Australie occidentale	362,00	42 Malaisie	192,72	77 Argentine	210,00
12 Brésil	1 018,18	28 Belgique	362,00	43 Israël	144,00	78 Nouvelle-Zélande	205,00
13 Chine	1 071,44	29 Danemark	317,21	44 Roumanie	168,18	79 Israël	193,00

80 Pays (développement partiel) PNB mondial: 2 000,00 7,1% du total mondial	100 Émirats	44,33	120 Espagne	33,33	140 République dominicaine	15,44
81 Pays	98,63	101 Qatar	42,44	121 République centrafricaine	15,44	
82 République centrafricaine	99,71	102 Thaïlande	41,44	122 République centrafricaine	15,44	
83 Maroc	78,18	103 Oman	38,28	123 République centrafricaine	15,44	
84 République centrafricaine	79,57	104 République centrafricaine	38,10	124 République centrafricaine	15,44	
85 République centrafricaine	71,77	105 République centrafricaine	38,10	125 République centrafricaine	15,44	
86 République centrafricaine	71,81	106 République centrafricaine	38,10	126 République centrafricaine	15,44	
87 République centrafricaine	68,78	107 République centrafricaine	38,10	127 République centrafricaine	15,44	
88 République centrafricaine	68,17	108 République centrafricaine	38,10	128 République centrafricaine	15,44	
89 République centrafricaine	68,17	109 République centrafricaine	38,10	129 République centrafricaine	15,44	
90 République centrafricaine	68,17	110 République centrafricaine	38,10	130 République centrafricaine	15,44	
91 République centrafricaine	68,17	111 République centrafricaine	38,10	131 République centrafricaine	15,44	
92 République centrafricaine	68,17	112 République centrafricaine	38,10	132 République centrafricaine	15,44	
93 République centrafricaine	68,17	113 République centrafricaine	38,10	133 République centrafricaine	15,44	
94 République centrafricaine	68,17	114 République centrafricaine	38,10	134 République centrafricaine	15,44	
95 République centrafricaine	68,17	115 République centrafricaine	38,10	135 République centrafricaine	15,44	
96 République centrafricaine	68,17	116 République centrafricaine	38,10	136 République centrafricaine	15,44	
97 République centrafricaine	68,17	117 République centrafricaine	38,10	137 République centrafricaine	15,44	
98 République centrafricaine	68,17	118 République centrafricaine	38,10	138 République centrafricaine	15,44	
99 République centrafricaine	68,17	119 République centrafricaine	38,10	139 République centrafricaine	15,44	

140 République centrafricaine	15,44	160 République centrafricaine	15,44	180 République centrafricaine	15,44
141 République centrafricaine	15,44	161 République centrafricaine	15,44	181 République centrafricaine	15,44
142 République centrafricaine	15,44	162 République centrafricaine	15,44	182 République centrafricaine	15,44
143 République centrafricaine	15,44	163 République centrafricaine	15,44	183 République centrafricaine	15,44
144 République centrafricaine	15,44	164 République centrafricaine	15,44	184 République centrafricaine	15,44
145 République centrafricaine	15,44	165 République centrafricaine	15,44	185 République centrafricaine	15,44
146 République centrafricaine	15,44	166 République centrafricaine	15,44	186 République centrafricaine	15,44
147 République centrafricaine	15,44	167 République centrafricaine	15,44	187 République centrafricaine	15,44
148 République centrafricaine	15,44	168 République centrafricaine	15,44	188 République centrafricaine	15,44
149 République centrafricaine	15,44	169 République centrafricaine	15,44	189 République centrafricaine	15,44
150 République centrafricaine	15,44	170 République centrafricaine	15,44	190 République centrafricaine	15,44
151 République centrafricaine	15,44	171 République centrafricaine	15,44	191 République centrafricaine	15,44
152 République centrafricaine	15,44	172 République centrafricaine	15,44	192 République centrafricaine	15,44
153 République centrafricaine	15,44	173 République centrafricaine	15,44	193 République centrafricaine	15,44
154 République centrafricaine	15,44	174 République centrafricaine	15,44	194 République centrafricaine	15,44
155 République centrafricaine	15,44	175 République centrafricaine	15,44	195 République centrafricaine	15,44
156 République centrafricaine	15,44	176 République centrafricaine	15,44	196 République centrafricaine	15,44
157 République centrafricaine	15,44	177 République centrafricaine	15,44	197 République centrafricaine	15,44
158 République centrafricaine	15,44	178 République centrafricaine	15,44	198 République centrafricaine	15,44
159 République centrafricaine	15,44	179 République centrafricaine	15,44	199 République centrafricaine	15,44

190 République centrafricaine	15,44	210 République centrafricaine	15,44	230 République centrafricaine	15,44
191 République centrafricaine	15,44	211 République centrafricaine	15,44	231 République centrafricaine	15,44
192 République centrafricaine	15,44	212 République centrafricaine	15,44	232 République centrafricaine	15,44
193 République centrafricaine	15,44	213 République centrafricaine	15,44	233 République centrafricaine	15,44
194 République centrafricaine	15,44	214 République centrafricaine	15,44	234 République centrafricaine	15,44
195 République centrafricaine	15,44	215 République centrafricaine	15,44	235 République centrafricaine	15,44
196 République centrafricaine	15,44	216 République centrafricaine	15,44	236 République centrafricaine	15,44
197 République centrafricaine	15,44	217 République centrafricaine	15,44	237 République centrafricaine	15,44
198 République centrafricaine	15,44	218 République centrafricaine	15,44	238 République centrafricaine	15,44
199 République centrafricaine	15,44	219 République centrafricaine	15,44	239 République centrafricaine	15,44
200 République centrafricaine	15,44	220 République centrafricaine	15,44	240 République centrafricaine	15,44
201 République centrafricaine	15,44	221 République centrafricaine	15,44	241 République centrafricaine	15,44
202 République centrafricaine	15,44	222 République centrafricaine	15,44	242 République centrafricaine	15,44
203 République centrafricaine	15,44	223 République centrafricaine	15,44	243 République centrafricaine	15,44
204 République centrafricaine	15,44	224 République centrafricaine	15,44	244 République centrafricaine	15,44
205 République centrafricaine	15,44	225 République centrafricaine	15,44	245 République centrafricaine	15,44
206 République centrafricaine	15,44	226 République centrafricaine	15,44	246 République centrafricaine	15,44
207 République centrafricaine	15,44	227 République centrafricaine	15,44	247 République centrafricaine	15,44
208 République centrafricaine	15,44	228 République centrafricaine	15,44	248 République centrafricaine	15,44
209 République centrafricaine	15,44	229 République centrafricaine	15,44	249 République centrafricaine	15,44
210 République centrafricaine	15,44	230 République centrafricaine	15,44	250 République centrafricaine	15,44

